

Séance du jeudi 23 avril 2026
Délibération N° DE_021_2026

NOMBRE DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Votants
33	28	32
Date de la convocation :		
Pour	Contre	Abstention
32	0	0
Résultat du vote : adoptée		

Le vingt-trois avril deux mille vingt-six, à 17 heures 30, l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances (Salle des associations RIEUTORT-DE-RANDON), sous la présidence de Francis SAINT-LEGER.

Présents : Lucien ALIBERT Maxime ATGER Françoise BLANC Vincent CHARDON Rolande CHAUDESAIGUES Francis DELOR Floriane GACHON Gisèle GERBAL Fabrice HANQUEZ Philippe HEBRARD Lydie JOURDAN Guillaume MARTIN Jacqueline LIZZANA Francis GIBERT Didier MATHIEU Christophe RICOU Sébastien ROL Christian PASCON Claude ROLLAND Krystelle PONTIER Serge ROMIEU Murielle TEISSEDRE Alain RAYNALDY Eric ROUX Julien TUFFERY Francis SAINT-LEGER Pierre-Emile SYLVAIN Chrystel VALLY

Représentés : Anaïs AMALRIC représentée par Sébastien ROL Franck BACHELARD représenté par Maxime ATGER Joëlle MALAVIELLE représentée par Claude ROLLAND Jean-Claude TOIRON représenté par Christian PASCON

Absents et Excusés : Jean-Luc GOAREGUER suppléé par Chrystel VALLY Auxane MONTEIL

Conformément à l'article 2121-15 du CGCT, Jacqueline LIZZANA est nommé(e) à l'unanimité secrétaire de séance.

Objet : SUBVENTION 2026 - BUDGET ANNEXE OFFICE DE TOURISME

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que depuis 2021, la Communauté de Communes RANDON-MARGERIDE a créé le budget annexe OFFICE DE TOURISME.

S'agissant d'un budget de rattachement, il convient de fixer le montant de la subvention afin de garantir un fond de trésorerie pour les frais de fonctionnement.

Une subvention de fonctionnement de 50 000 € est proposée pour l'année 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide, à l'unanimité, de verser une subvention de

50 000 € au budget annexe OFFICE DE TOURISME, au titre de l'année 2026.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus,
Francis SAINT-LEGER
Président de séance



Jacqueline LIZZANA
Secrétaire de séance

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice Administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Date de transmission de l'acte: 04/05/2026
Date de réception de l'AR: 04/05/2026
048-200069102-DE_021_2026-DE
A G E D I

DE_021_2026